

Lu pour vous dans Jeune Afrique en ligne

# Germain Ngoyo Moussavou : « Remettre en cause la filiation du président est inique »

*Nous publions ici intégralement l'interview que l'ambassadeur Haut représentant du Gabon en France, Germain Ngoyo Moussavou, a accordée à notre confrère "Jeune Afrique (en ligne), et publiée le 14 avril dernier.*

**Jeune Afrique : Le président de l'Assemblée nationale a démissionné. Que vous inspire ce départ ?**

**Germain Ngoyo Moussavou :** *Guy Nzouba est un citoyen libre qui a adhéré au PDG parce qu'il y avait un intérêt. Il le quitte parce qu'il n'y trouve plus son intérêt. Je ne crois pas que cela mérite plus de commentaires.*

*Cela dit, ce n'est pas la première fois qu'on enregistre la démission d'un président de l'Assemblée nationale. Dans les années 1990, Jules Ogouliguende a démissionné du perchoir et du PDG, a fondé son parti et en 1993, s'est présenté à la présidentielle contre Omar Bongo. La pratique est courante au Gabon. Quand on vous enlève vos privilèges, vous claquez la porte et, parfois, vous revenez lorsque la situation s'arrange.*

**Sauf que dans ce cas, on a l'impression d'un mouvement concerté. Les départs sont nombreux...**

*- À l'époque aussi il y avait beaucoup de défections. On a l'impression qu'ils veulent affaiblir le parti, voire provoquer une implosion. Mais là aussi, il n'y a rien de bien nouveau. En 2009, on a enregistré des départs après les primaires organisées au sein du PDG. Tous les rivaux du président actuel sont partis et se sont présentés contre lui. On avait déjà dit que le parti ne survivrait pas. Je constate que le PDG est toujours debout et majoritaire à l'Assemblée et dans les conseils municipaux.*

**L'impact de ces départs ne vous inquiète donc pas ?**

*- Tout cela n'est que de l'écume. Le PDG est solide et se rangera derrière le candidat qu'il s'est choisi. Nzouba est parti avec 12 députés. Le parti au pouvoir compte 113 députés (sur les 120 députés de la chambre). On en déduit qu'il reste plus de 100 députés au PDG. Sitôt la démission de Nzouba annoncée, le chef de l'État a reçu les députés de l'Assemblée à la présidence. Ce jour-là il y a avait 95 députés. Deux d'entre eux étaient malades mais auraient bien voulu être là. Reste les 3 députés indécis, qui vont peut-être basculer ou pas. Il n'y a donc pas de raison d'être inquiets.*

**N'est-ce pas le signe évident d'un malaise au sein de la majorité ?**

*- C'est une interprétation possible car les querelles intestines peuvent être gênantes. C'est aussi le signe d'une vraie liberté de parole et de conscience. Mais vous savez, pendant longtemps, je me suis demandé pourquoi le président avait anticipé l'annonce de sa candidature parce qu'il aurait pu attendre, comme tout le monde, le dernier moment pour dévoiler ses intentions. Mais je comprends mieux maintenant, il a obligé les loups à sortir du bois et tous ceux qui avaient des ambitions se sont montrés au grand jour.*

**Vous parlez de querelles intestines. À quoi sont-elles dues ?**

*- Vous constaterez que c'est une certaine génération dont la moyenne d'âge se situe autour de 75 ans qui*



Photo : Gaston Ngoubili

L'ambassadeur du Gabon en France, Ngoyo Moussavou.

*s'agite. Si on regarde de près, c'est souvent une catégorie de responsables du parti qui ont perdu leurs privilèges. Et qui sont contre le renouvellement générationnel à l'intérieur du PDG. Comme ils n'y ont plus d'intérêt, il s'en vont...*

*Le président a mis fin aux privilèges de certains. Et ces gens-là n'acceptent pas de laisser la place aux jeunes.*

**Donc, vous estimez que les baronnies luttent pour leur survie ?**

*- Oui. Le président a mis fin aux privilèges de certains. Et ces gens-là n'acceptent pas de laisser la place aux jeunes. Ceux qui aujourd'hui s'opposent au renouvellement ne seraient pas devenus ce qu'ils sont devenus si leurs aînés s'étaient accrochés ! Ils ruent dans les brancards alors qu'ils ont profité du départ de leurs aînés, qui étaient aux affaires à la naissance du parti, à l'instar des fondateurs tels que Jean-Stanislas Migolet, Paul Gondjout ou Georges Damas-Aleka.*

**Jean Ping demande la disqualification du président en s'appuyant sur la polémique relative à son acte de naissance. Qu'en est-il ?**

*- Il ouvre une boîte de pandore dont les effets maléfiques pourraient le rattraper lui-même. J'ai du respect pour Monsieur Ping. Pour quelqu'un qui a occupé des fonctions aussi éminentes, tenir ce genre de discours dans le but d'atteindre un objectif politique est extrêmement dangereux.*

**L'opposition veut se mobiliser pour faire de cette affaire d'acte de naissance une question préélectorale cruciale ...**

*- Tout ça est consternant. La politique ne permet pas tout ! Je ne puis croire que des politiques gabonais nous imposent ce débat inique. C'est connu, quand on n'a plus d'arguments face à l'adversité politique, on convoque les questions identitaires, le sang pur, etc.*

*Moi-même, quand je suis allé en campagne pour me faire élire sénateur, certains m'ont qualifié d'étranger parce que je viens de la Nyanga frontalière avec le Congo. Ali Bongo Ondimba est un Batéké de Bongoville par son père et d'Akiéni par sa mère, point final.*

**Des requêtes ont été déposées devant les tribunaux. Où en sont les procédures ?**

*- À la suite de la requête introduite à Nantes, Mukagni Iwangou, président du Front uni de l'opposition pour l'alternance (Fuopa) et Maganga Moussavou en son nom personnel, ont même enjoint, le 15 juin 2015, la présidence française de confirmer l'authenticité de l'extrait de naissance délivré à Nantes.*

*Un mois plus tard, la France leur a répondu qu'aucun doute ne saurait exister quant à l'authenticité de l'extrait de l'acte de naissance délivré par le service d'état-civil de Nantes. Reste qu'ils n'ont toujours pas dit à leurs militants qu'ils ont échoué.*

**Robert Bourgi a donné une interview à France 24 dans laquelle il déclare qu'Ali Bongo a été adoubé par la France, et que le Gabon est une « dictature »... Quel est votre sentiment sur ce sujet ?**

*- Le Gabon a été pendant longtemps pour maître Bourgi une sorte de sorbetière. Tous les matins, il avait sa glace. Les nouvelles autorités gabonaises ont commis le crime de lui retirer sa sorbetière. Il n'a plus sa glace. Du coup il n'est pas content et a fait du chef de l'État gabonais une cible. Je trouve son comportement déplorable. La Gabon n'est pas une dictature. Il n'y a aucun prisonnier politique. La liberté chez nous est la règle. Il dit que la France a adoubé Ali Bongo Ondimba. C'est faux. Il y a eu une primaire ouverte à tous les candidats qui le souhaitent. La candidature d'Ali Bongo a été retenue sur une dizaine de candidatures concurrentes !*

**Il dit aussi que la paix civile serait menacée au Gabon. Le risque existe-t-il réellement ?**

*- Il n'en est rien. En revanche, pourquoi fait-il une fixation sur le Gabon ? Il se targue d'être l'un des piliers de la francophonie. Je pense qu'il en est l'un des soldats perdus. Si la francophonie est si décriée aujourd'hui, c'est bien à cause de personnages comme Bourgi. Sinon, pourquoi l'idée noble de mettre à profit notre proximité culturelle avec la France est-elle si honnie ?*

## Communiqué de l'ambassadeur Haut représentant

Contrairement aux informations qui circulent actuellement dans la presse gabonaise et sur les réseaux sociaux, l'Ambassadeur Haut Représentant précise que la fourniture en électricité à la Chancellerie de l'Ambassade Haute Représentation de la République gabonaise près la République française n'a jamais été interrompue.

Par conséquent, ses services fonctionnent normalement selon les horaires habituels.

Fait à Paris, le 18 avril 2016  
P. L'Ambassadeur Haut Représentant  
P.O. Le Premier Conseiller  
Fabrice Boussougou Boussougou

NOUVEAU

# VITARA

TENDANCE, COMME VOUS !

à partir de 14 500 000 Fcfa TTC\*  
ou 400 000 Fcfa TTC/mois\*\*

\*Offre valable du 14 Mars au 31 Mai 2016 sur le nouveau Suzuki Vitara dans la limite des stocks disponibles. \*\*Tarifs en vigueur. \*\* Possibilité de financement via ALIOS FINANCE GABON. Loyers TTC Hors assurance / Hors frais de dossier - Taux d'intérêt 14% ftc sur 48 mois. Garantie 2 ans ou 90 000 kilomètres.

CFMO MOTORS LIBREVILLE :  
Tél. : (+241) 05 18 25 85/87  
B.P. : 2181 Libreville Z.I. Oloumi  
E-mail : cfaomotorsgabon@cfao.com  
Site Web : www.suzuki.cfaomotors-gabon.com

CFMO MOTORS PORT GENTIL :  
Mobile : (+241) 05 61 01 32  
Tél. : +241 01 55 21 41/47  
B.P. : 344 Port-Gentil

ALIOS